

Jérôme LAMBERT

*Charente (3^{ème} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 4 juillet 2007]

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 2008 (n°189) – Administration générale et territoriale de l'État - [11 juillet 2007]

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs [J.O. du 25 juillet 2007]

Membre suppléant de la commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence [J.O. du 2 août 2007]

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 8 mai 2008]

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 8 mai 2008]

Cesse d'appartenir à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [J.O. du 24 mai 2008]

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 24 mai 2008]

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 2009 (n°1127) – Administration générale et territoriale de l'État - [4 juin 2008]

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur les comptes rendus des missions des missi dominici sur le suivi de la Conférence intergouvernementale [3 octobre 2007] (n° 248)

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi de finances pour 2008 (n° 189) tome I : Administration générale et territoriale de l'Etat (n° 281) [11 octobre 2007]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 26 octobre au 10 décembre 2007 (n°s E 3666, E 3671, E 3677, E 3680 à E 3682, E 3684 à E 3690, E 3692, E 3693, E 3695, E 3698, E 3700, E 3705 à E 3713, E 3715, E 3716 et E 3719 à E 3722) et sur les textes n°s E 3379, E 3383, E 3426, E 3441, E 3451, E 3582, E 3605 à E 3607, E 3610, E 3623, E 3629, E 3651, E 3652, E 3727, E 3730 et E 3733 [19 décembre 2007] (n° 512)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

DÉBATS

Projet de loi n° 63 renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juillet 2007] (p. 2087, 2133)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 2107)

Son intervention (p. 2126)

Thèmes :

Assemblée nationale : missions d'information : récidive (p. 2107, 2126)

Droit pénal : délinquance et criminalité : prévention (p. 2107)

Droit pénal : peines planchers (p. 2126)

Droit pénal : suivi socio-judiciaire (p. 2126)

Système pénitentiaire : détenus : réinsertion professionnelle et sociale (p. 2126)

Système pénitentiaire : services pénitentiaires d'insertion et de probation (p. 2127)

Discussion des articles [17 juillet 2007] (p. 2148) ; [18 juillet 2007] (p. 2167)

Article 2 ter (information du condamné sur les conséquences de la récidive)

Son intervention (p. 2171)

Projet de loi n° 13 portant création d'une délégation parlementaire au renseignement

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [26 juillet 2007] (p. 2430)

Son intervention (p. 2436)

Thèmes :

Parlement : contrôle parlementaire : services secrets (p. 2436)

Parlement : délégation parlementaire au renseignement : pluralisme (p. 2437)

Parlement : délégations parlementaires : renseignement (p. 2437)

Discussion de l'article unique [26 juillet 2007] (p. 2442)

Ses interventions (p. 2443 et s.)

Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [1^{er} août 2007] (p. 2625)

Intervient sur l'ad. n° 2 du Gouvernement (suppression d'un gage) (article 5 : renforcement du bouclier fiscal) (p. 2626)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

ADMINISTRATION GÉNÉRALE ET TERRITORIALE DE L'ÉTAT

Examen du fascicule [30 octobre 2007] (p. 3569)

Rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Son intervention (p. 3572)

Thèmes avant la procédure des questions :

Elections et référendums : carte électorale : réforme (p. 3572)

Fonction publique de l'Etat : préfectures (p. 3572)

Fonction publique de l'Etat : non-remplacement des départs à la retraite (p. 3572)

Papiers d'identité : délivrance : indicateurs de performance (p. 3572)

Papiers d'identité : passeport : biométrie (p. 3572)

Projet de loi n° 292 relatif à la mise en oeuvre des dispositions communautaires concernant le statut de la société coopérative européenne et la protection des travailleurs salariés en cas d'insolvabilité de l'employeur

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [16 janvier 2008] (p. 269)

Son intervention (p. 274)

Thèmes :

Economie sociale : coopératives (p. 274)

Entreprises : créances : recouvrement (p. 275)

Entreprises : insolvabilité (p. 275)

Entreprises : salariés : protection (p. 275)

Travail : droit du travail (p. 275)

Travail : négociations (p. 274 et s.)

Union européenne : directives (p. 274)

Union européenne : Société coopérative européenne (SCE) (p. 274)

Projet de loi n° 668 autorisant la ratification de l'accord de transport aérien entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et les Etats-Unis d'Amérique, d'autre part

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [7 février 2008] (p. 857)

Son intervention (p. 860)

Thèmes :

Politiques communautaires : transports aériens : liberté d'établissement (p. 860, 861)

Transports aériens : Etats-Unis (p. 860, 861)

Projet de loi n° 735 relatif à la protection du secret des sources des journalistes

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [15 mai 2008] (p. 2105)

Son intervention (p. 2124)

Ses explications de vote sur la motion de renvoi en commission de M. Jean-Marc Ayrault (p. 2134)

Thèmes :

Droit pénal : enquêtes : télécommunications (p. 2125)
 Droit pénal : perquisitions (p. 2125)
 Politique générale : démocratie : liberté de la presse (p. 2126)
 Presse et livres : liberté de la presse (p. 2124)
 Presse et livres : secret des sources des journalistes : protection (p. 2124, 2134)

Discussion des articles [15 mai 2008] (p. 2135)

Article 1er (consécration législative du principe général de la protection du secret des sources journalistiques)

Ses interventions (p. 2136 et s.)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la V^e République
--

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379) ; [26 mai 2008] (p. 2413, 2445) ; [27 mai 2008] (p. 2516, 2549) ; [28 mai 2008] (p. 2595, 2625) ; [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)

Après l'article 25

Intervient sur l'adt n° 482 de M. Jean-Christophe Lagarde (défèrement d'une loi en attente de promulgation au Conseil constitutionnel par un groupe parlementaire dans la limite de deux fois par session) (p. 2683)

Intervient sur l'adt n° 481 de M. François Sauvadet (défèrement d'une loi en attente de promulgation au Conseil constitutionnel par un groupe parlementaire) (p. 2683)

Intervient sur l'adt n° 457 de M. Jean-Claude Sandrier (défèrement d'une loi en attente de promulgation au Conseil constitutionnel par un groupe parlementaire) (p. 2683)

Déclaration du Gouvernement n° 968 sur la présidence française de l'Union européenne

[18 juin 2008] (p. 3563)

Son intervention (p. 3566)

Thèmes :

Energie et carburants : énergies renouvelables (p. 3566)
 Environnement : changements climatiques : politiques communautaires (p. 3567)
 Politique économique : mondialisation (p. 3568)
 Politiques communautaires : immigration (p. 3567)

Politiques communautaires : politique agricole commune (p. 3567)

Union européenne : directives : durée du travail (p. 3567)

Union européenne : politique de la défense (p. 3567)

Union européenne : présidence française (p. 3566)

Union européenne : traité de Lisbonne : Irlande (p. 3566)

Projet de loi n° 1100 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion
--

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [30 septembre 2008] (p. 5215) ; [6 octobre 2008] (p. 5260, 5293) ; [7 octobre 2008] (p. 5354, 5382)

Article 2 précédemment réservé (modalités de mise en œuvre du revenu de solidarité active -RSA-)

Son intervention (p. 5300)